Rapport de gestion de

GOODFOOD MARKET CORP.

Trimestre clos le 30 novembre 2019

TABLE DES MATIÈRES

BASE DE PRÉSENTATION	3
DÉCLARATIONS PROSPECTIVES	3
MESURES NON CONFORMES AUX IFRS	4
SURVOL DE LA SOCIÉTÉ	4
PERSPECTIVES FINANCIÈRES	5
FAITS SAILLANTS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2020	5
PARAMÈTRES ET MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS	6
RÉSULTATS D'EXPLOITATION – TRIMESTRES CLOS LES 30 NOVEMBRE 2019 ET 2018	10
SITUATION FINANCIÈRE	11
SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT	12
PRINCIPALES DONNÉES TRIMESTRIELLES ET RAPPROCHEMENT DES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS TRIMESTRIELLES	14
TENDANCES ET CARACTÈRE SAISONNIER DES ACTIVITÉS	15
GESTION DES RISQUES FINANCIERS	15
RISQUE D'ENTREPRISE	16
EXIGENCES ADDITIONNELLES EN MATIÈRE DE FINANCEMENT	16
ARRANGEMENTS HORS BILAN	16
INSTRUMENTS FINANCIERS	16
DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION	17
UTILISATION DU PRODUIT TIRÉ DES APPELS PUBLICS À L'ÉPARGNE	17
INFORMATION SECTORIELLE	17
POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDE	17
ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES	18
NORMES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR	18
CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	18

BASE DE PRÉSENTATION

Ce document a été préparé afin de fournir un rapport de gestion portant sur la situation financière de Goodfood Market Corp. (aussi désignée dans le présent rapport de gestion comme « nous », « nos », « Goodfood » ou la « Société ») au 30 novembre 2019 et sur les résultats d'exploitation de la Société et de sa filiale pour le trimestre clos à cette date. Ce rapport de gestion, daté du 8 janvier 2020, reflète les informations disponibles à cette date. Toutes mentions dans le présent rapport de gestion à l'exercice 2020 et à l'exercice 2019 se rapportent respectivement à l'exercice qui sera clos le 31 août 2020 et à l'exercice clos le 31 août 2019. Le présent document doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés annuels audités de la Société et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 août 2019 ainsi qu'avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes y afférentes (les « états financiers intermédiaires résumés ») du trimestre clos le 30 novembre 2019. Tous les montants sont libellés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et l'information financière figurant dans le présent rapport de gestion a été tirée de ces états.

Pour déterminer si une information est importante, la direction se demande si la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver les titres de la Société serait vraisemblablement influencée ou modifiée si cette information était omise ou présentée de façon inexacte, et elle communique les informations importantes en conséquence.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion comporte des déclarations prospectives au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables au Canada, y compris entre autres des informations sur nos objectifs et les stratégies que nous mettons en œuvre pour les réaliser, de même que des renseignements quant à nos croyances, nos plans, nos attentes, nos perspectives, nos estimations, et nos intentions. On reconnaît les déclarations prospectives à l'utilisation de mots ou d'expressions tels que « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « envisager », « prévoir », « croire » ou « poursuivre », ainsi qu'à l'emploi du futur ou du conditionnel, la formulation négative de ces mots et expressions, y compris des références à des hypothèses, bien que ce ne soit pas toutes les déclarations prospectives qui englobent ces mots et expressions. Les déclarations prospectives ont pour but d'aider le lecteur à comprendre la Société, ses activités, son exploitation, ses perspectives et les risques qu'elle encourt à un moment donné dans le contexte d'événements passés et futurs possibles; par conséquent, le lecteur est avisé que cette information pourrait ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations prospectives sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses et elles peuvent comporter un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont indépendants de notre volonté et qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont présentés dans de telles déclarations prospectives. Ces risques et incertitudes comprennent notamment les facteurs de risque suivants dont il est question plus en détail à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2019 disponible sur le site de SEDAR à l'adresse www.sedar.com : des antécédents limités en matière d'exploitation, des flux de trésorerie négatifs liés aux activités d'exploitation, l'industrie alimentaire, les inquiétudes suscitées quant au contrôle de la qualité et à la santé, la conformité réglementaire, la réglementation de l'industrie, les guestions de santé publique, les rappels de produits, une atteinte à la réputation de Goodfood, les perturbations dans le transport, la responsabilité associée aux produits, la possession et la protection de la propriété intellectuelle, l'évolution du secteur d'activité, les activités syndicales, la dépendance à l'égard de la direction, les facteurs pouvant avoir un impact sur l'atteinte des cibles de croissance, la concurrence, la disponibilité et la qualité des matières premières, la réglementation en matière d'environnement et de santé et sécurité des membres du personnel, les interruptions ou les

failles en matière de sécurité en ligne, la fiabilité des centres de données, la conformité aux modalités de licences de logiciels ouverts, les besoins futurs en capitaux, le risque d'exploitation et le risque assuré, la gestion de la croissance, le nombre restreint de produits, les conflits d'intérêts, les litiges, les sinistres catastrophiques, les risques associés aux paiements des clients et des tierces parties, le fait que la Société soit accusée de violation des droits de propriété intellectuelle d'autrui, ainsi que le changement climatique et les risques liés à l'environnement. Bien que les déclarations prospectives contenues dans les présentes soient fondées sur des hypothèses que nous considérons comme étant raisonnables, les lecteurs sont priés de ne pas s'y fier indûment puisque les résultats réels peuvent être différents de ces déclarations. Lors de la préparation des déclarations prospectives, certaines hypothèses ont été posées concernant la disponibilité des sources de financement, le rendement de l'entreprise, la conjoncture et la demande des clients. Par conséquent, toutes les déclarations prospectives contenues dans les présentes sont visées par les mises en garde qui précèdent et rien ne garantit que les résultats ou les événements prévus se réaliseront ou, même s'ils sont essentiellement réalisés, qu'ils auront les conséquences et les effets prévus sur nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. Sauf indication contraire, ou si le contexte ne l'exige autrement, les déclarations prospectives ne sont valides qu'à la date où elles sont faites, et nous déclinons toute obligation de les mettre à jour ou de les réviser pour tenir compte de nouveaux renseignements, des événements futurs ou autrement, sauf si la loi nous y oblige.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Certaines mesures financières utilisées dans le présent rapport de gestion n'ont pas de définition normalisée aux termes des IFRS, dont celles-ci : « ventes de marchandises brutes », « bénéfice brut ajusté », « marge brute ajustée », « BAIIA », « BAIIA ajusté » et « marge du BAIIA ajusté ». Pour un rapprochement de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus comparables, selon le cas, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

SURVOL DE LA SOCIÉTÉ

Goodfood (TSX: FOOD) est un chef de file canadien de l'épicerie en ligne, livrant des solutions de repas frais et des denrées facilitant pour ses membres, d'un océan à l'autre, la dégustation de délicieux repas à la maison chaque semaine. La mission de Goodfood est de réaliser l'impossible, de la ferme à la cuisine, en permettant aux membres d'effectuer leur planification de repas et leur épicerie hebdomadaire en moins d'une minute. Les membres de Goodfood ont accès à une sélection unique de produits en ligne ainsi qu'à des prix exclusifs rendus possibles grâce à son écosystème de classe mondiale relié directement au consommateur qui élimine le gaspillage de nourriture et les frais généraux de vente au détail. La principale installation de production et les bureaux administratifs de la Société sont établis à Montréal (Québec), Canada. La Société dispose aussi d'une seconde installation de production à Calgary (Alberta) et d'une installation de production de déjeuners à Montréal (Québec), et elle construit actuellement sa nouvelle installation de production à Vancouver (Colombie-Britannique). Au 30 novembre 2019, Goodfood comptait 230 000 abonnés actifs.

PERSPECTIVES FINANCIÈRES

L'industrie de l'épicerie en ligne est l'un des secteurs affichant la plus forte croissance dans le monde. En conséquence, Goodfood est d'avis qu'il existe d'importantes opportunités d'accroître rapidement sa base d'abonnés en continuant d'investir dans des campagnes de marketing très ciblées, dans l'élargissement de la capacité de production au moyen de nouvelles installations et d'investissements liés à l'automatisation, dans l'enrichissement de ses gammes de produits et dans la poursuite de l'expansion de sa plateforme nationale.

La stratégie de Goodfood est en partie de différer la rentabilité à court terme afin d'investir dans la création de valeur à long terme pour ses actionnaires, ainsi que de continuer d'améliorer sa structure de coûts pour atteindre ses objectifs de marge à long terme. Accroître la base d'abonnés, la part de marché, la taille et l'offre de produits de Goodfood permettra à la Société d'augmenter la valeur offerte à ses clients ainsi que de réaliser des rendements élevés sur le capital investi. À mesure que la Société augmente sa base d'abonnés, nous sommes confiants que Goodfood réalisera des économies d'échelle et d'autres gains d'efficience, ce qui contribuera à l'amélioration de la rentabilité tout en continuant d'engendrer une expérience sans égale pour les abonnés.

Ces objectifs s'appuient sur des hypothèses et comportent des risques et des incertitudes, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté. Ces risques et incertitudes pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces objectifs. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Déclarations prospectives » et « Risque d'entreprise » du présent rapport de gestion.

FAITS SAILLANTS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2020

FAITS SAILLANTS – COMPARAISON DU TRIMESTRE CLOS LE 30 NOVEMBRE 2019 ET DU TRIMESTRE CLOS LE 30 NOVEMBRE 2018

- Les produits ont augmenté de 26,7 millions de dollars, ou 90 %, pour atteindre 56,3 millions de dollars.
- La marge brute s'est établie à 28,8 %, soit une amélioration de 6,9 points de pourcentage, et le bénéfice brut s'est chiffré à 16,2 millions de dollars, en hausse de 9,7 millions de dollars, ou 150 %.
- La perte nette s'est établie à 5,2 millions de dollars, en hausse de 0,3 million de dollars, ce qui a donné lieu à une perte nette par action de 0,09 \$.
- Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 1,5 million de dollars, soit une diminution de 0,3 million de dollars. Elles ont permis de terminer le trimestre avec une solide situation de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et de trésorerie soumise à des restrictions de 47,0 millions de dollars.
- Les ventes de marchandises brutes ont grimpé de 30,9 millions de dollars, ou 83 %, pour atteindre 68.0 millions de dollars.
- La marge brute ajustée a atteint 41,1 %, soit une augmentation de 3,4 points de pourcentage, et le bénéfice brut ajusté s'est élevé à 28,0 millions de dollars, en hausse de 14,0 millions de dollars, ou 100 %.
- La marge du BAIIA ajusté s'est chiffrée à (6,5) %, soit une amélioration de 6,7 points de pourcentage.
- Au 30 novembre 2019, on comptait 230 000 abonnés actifs, soit une hausse de 104 000 abonnés, ou 83 %, comparativement au 30 novembre 2018, ainsi qu'une hausse de 30 000 abonnés ou 15 % comparativement au 31 août 2019.

PRINCIPAUX FAITS SAILLANTS DU TRIMESTRE CLOS LE 30 NOVEMBRE 2019

Lancement des boîtes de livraison réutilisables

En octobre 2019, la Société a annoncé le lancement officiel de ses nouvelles boîtes de livraison réutilisables, se positionnant à l'avant-garde de l'industrie pour ce qui est des initiatives de durabilité écologique. Les nouvelles boîtes réutilisables sont faites d'un composé de plastique, ont été fabriquées sur mesure spécifiquement pour Goodfood et s'inscrivent dans le cadre d'initiatives écologiques visant à éliminer 12 millions d'articles d'emballage à usage unique.

Nomination d'un chef de la technologie

En novembre 2019, la Société a annoncé l'ajout de Raghu Mocharla à son équipe de direction à titre de chef de la technologie. M. Mocharla était jusqu'à tout récemment vice-président, commerce électronique d'Indigo et cumule plus de 20 ans d'expérience en technologie, ce qui renforcera l'avantage concurrentiel de la Société en termes de création d'un écosystème d'expérience utilisateur et d'automatisation de classe mondiale.

Solutions de repas

Tout au long du premier trimestre de l'exercice 2020, la Société a étendu son offre de plats prêts-àmanger et de déjeuners à l'échelle du Canada. La gamme de produits de la Société est conçue afin d'élargir l'offre de la Société à ses clients actuels et éventuels dans le but d'offrir une solution complète de repas à domicile couvrant les différents repas de la journée.

Produits d'épicerie de marque privée

Tout au long du premier trimestre de l'exercice 2020, la Société a continué d'élargir son offre de produits d'épicerie de marque privée à l'échelle du Canada. La Société offre des denrées alimentaires de base courantes à des prix exclusifs, dont de l'huile d'olive extra-vierge, du sel de mer, un éventail de protéines de première qualité, du beurre d'arachides, du thé, des amuse-gueules et plus encore.

Abonnés actifs

En date du 30 novembre 2019, la Société a atteint la marque des 230 000 abonnés actifs. Ce nouveau sommet résulte de l'ajout rapide de 30 000 nouveaux abonnés au premier trimestre de l'exercice 2020, principalement en raison de l'intensification saisonnière de nos campagnes de marketing ciblées.

PARAMÈTRES ET MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Dans cette rubrique, on décrit les paramètres et les mesures financières non conformes aux IFRS qu'utilise la Société dans le présent rapport de gestion. On y fait également un rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus comparables, le cas échéant. Les mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS; donc, elles pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures financières non conformes aux IFRS constituent des renseignements additionnels en complément des mesures conformes aux IFRS et permettent de mieux comprendre les résultats d'exploitation de la Société de notre point de vue. Par conséquent, ces mesures ne doivent pas être considérées individuellement ni perçues comme étant un substitut à une analyse de notre information financière aux termes des IFRS et elles doivent être lues conjointement avec les états financiers pour les périodes indiquées.

Paramètres Abonnés actifs

Définitions

Un abonné qui doit recevoir une livraison ou qui a décidé de suspendre la livraison pour le prochain cycle de livraison hebdomadaire. Les abonnés actifs excluent les abonnements annulés. Pour plus de certitude, les abonnés actifs ne sont comptabilisés qu'une seule fois, même s'ils peuvent avoir commandé différents produits au cours d'un cycle de livraison hebdomadaire donné. Bien que les abonnés actifs ne constituent ni une mesure financière conforme aux IFRS ni une mesure financière non conforme aux IFRS, et que, par conséquent, ils ne figurent pas dans nos états financiers consolidés et qu'aucun rapprochement ne peut être fait entre ce paramètre et tout poste de nos états financiers consolidés, nous estimons que le paramètre des abonnés actifs est utile pour les investisseurs puisqu'il reflète les produits futurs potentiels qui seront générés. La Société présente le nombre d'abonnés actifs au début et à la fin de la période, arrondi en milliers.

Mesures financières non conformes aux IFRS

Définitions

Ventes de marchandises brutes

Les ventes de marchandises brutes mesurent la valeur totale des ventes au détail des marchandises par la Société avant la prise en compte de tous les incitatifs et crédits inclus dans les produits. Les incitatifs et crédits, présentés à la valeur des ventes au détail, comprennent surtout des rabais lors de l'abonnement, généralement offerts aux nouveaux abonnés actifs lors de leur première livraison. Les ventes de marchandises brutes constituent une mesure financière non conforme aux IFRS. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure utile des produits, car, compte non tenu des incitatifs et des crédits, elle est plus représentative des produits futurs qui seront générés.

Bénéfice brut ajusté et marge brute ajustée

Le bénéfice brut ajusté et la marge brute ajustée mesurent le bénéfice brut et la marge brute en fonction de la valeur des ventes au détail. Le bénéfice brut ajusté est calculé en soustrayant le coût des marchandises vendues des ventes de marchandises brutes. La marge brute ajustée est exprimée en pourcentage et calculée comme étant le bénéfice brut ajusté divisé par les ventes de marchandises brutes. Le bénéfice brut ajusté et la marge brute ajustée sont des mesures financières non conformes aux IFRS. Nous estimons que le bénéfice brut ajusté et la marge brute ajustée sont des mesures de rendement financier utiles, car les ventes de marchandises brutes reflètent les produits futurs qui seront générés et, par conséquent, le bénéfice brut et la marge brute futurs.

Mesures financières non conformes aux IFRS	Définitions
BAIIA, BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté	Le BAIIA est défini comme le bénéfice net ou la perte nette, compte non tenu des charges financières nettes (produits financiers nets), des amortissements et de la charge d'impôt. Le BAIIA ajusté se définit comme étant le BAIIA, exclusion faite des paiements fondés sur des actions, car il s'agit d'un élément de rémunération fondée sur des titres de capitaux propres. La marge du BAIIA ajusté se définit comme le BAIIA ajusté divisé par les produits. Le BAIIA, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures financières non conformes aux IFRS. Nous estimons que le BAIIA, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures de rendement financier utiles, car elles permettent d'évaluer la capacité de la Société de saisir les opportunités de croissance de façon rentable, de financer ses activités courantes et de rembourser sa dette à long terme. Ces mesures permettent également de faire des comparaisons avec des sociétés dont la structure du capital est différente.

ABONNÉS ACTIFS

	Trimestres clos les 30 novembre		
	2019		
Nombre d'abonnés actifs au début de la période	200 000	89 000	
Variation nette du nombre d'abonnés actifs	30 000	37 000	
Nombre d'abonnés actifs à la fin de la période	230 000 126 000		

VENTES DE MARCHANDISES BRUTES

Le tableau présente un rapprochement des produits et des ventes de marchandises brutes.

		Trimestres clos les 30 novembre		
(en milliers de dollars canadiens)	2019	2018		
Produits	56 291 \$	29 617 \$		
Incitatifs et crédits	11 745	7 488		
Ventes de marchandises brutes	68 036 \$	37 105 \$		

Pour le trimestre clos le 30 novembre 2019, les ventes de marchandises brutes ont augmenté de 30,9 millions de dollars. Cette hausse est surtout attribuable à la croissance constante du nombre d'abonnés actifs, à l'augmentation de la valeur moyenne des commandes et à l'enrichissement de nos gammes de produits, ainsi qu'aux activités de marketing stratégique prévues.

BÉNÉFICE BRUT AJUSTÉ ET MARGE BRUTE AJUSTÉE

Le tableau suivant fait le rapprochement du bénéfice brut ajusté et de la marge brute ajustée.

	Trimestres clos les 30 novembre		
(en milliers de dollars canadiens)	2019	2018	
Ventes de marchandises brutes	68 036 \$	37 105 \$	
Coût des marchandises vendues	40 072	23 123	
Bénéfice brut ajusté	27 964 \$	13 982 \$	
Marge brute ajustée	41,1 %	37,7 %	

Pour le trimestre clos le 30 novembre 2019, la marge brute ajustée s'est améliorée de 3,4 points de pourcentage. Cette augmentation résulte essentiellement de la diminution des coûts de main-d'œuvre en pourcentage des ventes de marchandises brutes attribuable aux investissements continus en automatisation, des coûts unitaires moindres afférents aux aliments, à l'emballage et à la livraison, lesquels sont attribuables à la réalisation d'efficiences opérationnelles supplémentaires, à la plus grande densité au sein des zones de livraison et à un pouvoir d'achat supérieur auprès des fournisseurs clés. Elle a été légèrement atténuée par le lancement de nouvelles gammes de produits, comme les produits d'épicerie de marque privée, les déjeuners et les solutions de plats prêts-à-manger.

BAIIA, BAIIA AJUSTÉ ET MARGE DU BAIIA AJUSTÉ

Le tableau suivant fait le rapprochement de la perte nette et du BAIIA, du BAIIA ajusté et de la marge du BAIIA ajusté.

	Trimestres clos les 30 novembre		
(en milliers de dollars canadiens)	2019	2018	
Perte nette	(5 152) \$	(4 851) \$	
Charges financières nettes	97	87	
Amortissements	993	487	
BAIIA	(4 062) \$	(4 277) \$	
Paiements fondés sur des actions	411	375	
BAIIA ajusté	(3 651) \$	(3 902) \$	
Produits	56 291 \$	29 617 \$	
Marge du BAIIA ajusté (%)	(6,5) %	(13,2) %	

Pour le trimestre clos le 30 novembre 2019, la marge du BAIIA ajusté s'est améliorée de 6,7 points de pourcentage. La hausse de la marge du BAIIA ajusté s'explique principalement par l'augmentation des produits et du levier d'exploitation, par la diminution des coûts de main-d'œuvre en pourcentage des produits et par les coûts unitaires moindres afférents aux aliments, à l'emballage et à la livraison qui ont mené à une hausse du bénéfice brut, atténuée par l'accroissement des frais de vente et charges générales et administratives, attribuable en grande partie à l'embauche de nouveaux salariés et au lancement de nouvelles gammes de produits.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION - TRIMESTRES CLOS LES 30 NOVEMBRE 2019 ET 2018

Dans le prochain tableau figurent les composantes de l'état du résultat net et du résultat global de la Société pour les trimestres clos les 30 novembre 2019 et 2018.

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données	Trimestres 30 nove		Variation		
sur les actions)	2019	2018	(en \$) ¹⁾	(en %) ²⁾	
Produits	56 291 \$	29 617 \$	26 674 \$	90 %	
Coût des marchandises vendues	40 072	23 123	(16 949)	73 %	
Bénéfice brut	16 219 \$	6 494 \$	9 725 \$	150 %	
Marge brute ³⁾	28,8 %	21,9 %	S.O.	S.O.	
Frais de vente et charges générales et administratives	20 281 \$	10 771 \$	(9 510) \$	88 %	
Amortissements	993	487	(506)	104 %	
Charges financières nettes	97	87	(10)	11 %	
Perte nette, représentant le résultat global	(5 152) \$	(4 851) \$	(301) \$	6 %	
Perte nette par action, de base et diluée	(0,09) \$	(0,09) \$	(0,00) \$	0 %	

Une variation positive constitue une diminution de la perte nette alors qu'une variation négative représente une augmentation de la perte nette.

EXPLICATION DES VARIATIONS ENTRE LE TRIMESTRE CLOS LE 30 NOVEMBRE 2019 ET LE TRIMESTRE CLOS LE 30 NOVEMBRE 2018

- L'augmentation des produits est principalement liée à la croissance soutenue du nombre d'abonnés actifs, à l'augmentation de la valeur moyenne des commandes, à l'ajout à nos gammes de produits d'épicerie de marque privée, de nouvelles solutions de repas et à l'élargissement de plans prêts-àcuisiner.
- L'augmentation du bénéfice brut est le résultat de l'augmentation des produits et d'une marge brute améliorée.
- La hausse de la marge brute résulte essentiellement de la diminution des coûts de main-d'œuvre en pourcentage des produits, des coûts unitaires moindres afférents aux aliments, à l'emballage et à la livraison, lesquels sont attribuables à la réalisation d'efficiences opérationnelles supplémentaires, à une augmentation des investissements en automatisation, à la plus grande densité au sein des zones de livraison et à un pouvoir d'achat accru auprès des fournisseurs clés, mais aussi de la diminution des incitatifs et des crédits en pourcentage des produits. Ces facteurs ont été contrebalancés dans une certaine mesure par l'enrichissement de nos gammes de produits. La Société s'attend à ce que les coûts fixes en pourcentage des produits continuent de diminuer parallèlement à sa croissance soutenue, ce qui devrait donner lieu ultérieurement à une hausse de la marge brute.
- Les frais de vente et charges générales et administratives ont augmenté en raison surtout d'une augmentation des salaires attribuable au nombre plus élevé de membres du personnel administratif qui ont été embauchés pour soutenir la croissance de la Société et l'enrichissement de ses gammes de produits, ainsi que d'une hausse stratégique planifiée des coûts de marketing fondée sur des stratégies fructueuses d'acquisition de clients.

²⁾ La variation en pourcentage est présentée comme une valeur absolue.

³⁾ La marge brute est calculée comme étant le bénéfice brut divisé par les produits et elle est exprimée en pourcentage.

- La hausse des amortissements résulte de l'acquisition d'immobilisations corporelles à l'échelle de toutes les catégories d'actifs, principalement aux fins de l'agrandissement d'installations de production et des investissements en automatisation.
- L'augmentation de la perte nette est attribuable aux facteurs décrits précédemment.

SITUATION FINANCIÈRE

Le tableau suivant présente une analyse de l'état de la situation financière de la Société au 30 novembre 2019 par rapport au 31 août 2019.

(en milliers de dollars canadiens)	30 novembre 2019	31 août 2019	Variation
Total des actifs	95 309 \$	80 783 \$	14 526 \$
La variation est attribuable surtout à ce qui suit :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	44 549	45 149	(600)
Montants à recevoir	3 591	2 605	986
Stocks	5 255	4 735	520
Immobilisations corporelles	14 653	13 545	1 108
Actifs au titre des droits d'utilisation	22 345	11 089	11 256
Immobilisations incorporelles	1 358	512	846
Total des passifs	82 658 \$	63 382 \$	19 276 \$
La variation est attribuable surtout à ce qui suit :			
Ligne de crédit	2 040	1 540	500
Créditeurs et charges à payer	35 965	30 704	5 261
Produits différés	8 128	5 923	2 205
Obligations découlant de contrats de location, y compris la tranche à court terme	24 041	12 724	11 317
Total des capitaux propres	12 651 \$	17 401 \$	(4 750) \$
La variation est attribuable surtout à ce qui suit :			
Déficit	(46 698)	(41 546)	(5 152)

EXPLICATION DES VARIATIONS DES MONTANTS PRÉSENTÉS SURVENUES ENTRE LE 31 AOÛT 2019 ET LE 30 NOVEMBRE 2019

- La diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est principalement attribuable aux ajouts prévus aux immobilisations corporelles.
- L'augmentation des montants à recevoir est attribuable à la croissance de nos contrats d'achat de volumes et à la comptabilisation d'une subvention publique liée à l'achat d'immobilisations corporelles.
- L'augmentation des stocks est attribuable à la croissance de la Société dans le cadre de laquelle la hausse des stocks de nourriture et celle des stocks de matériel d'emballage cadrent généralement avec les tendances des produits hebdomadaires et mensuels, respectivement, ainsi qu'à l'enrichissement des gammes de produits.
- L'augmentation des immobilisations corporelles s'explique avant tout par les investissements liés à l'élargissement de la capacité de production et à l'automatisation des installations de production de la Société afin d'accroître leur capacité de production.

- L'augmentation des actifs au titre des droits d'utilisation et des obligations découlant de contrats de location est attribuable à la comptabilisation de nouveaux contrats de location, principalement celui de la nouvelle installation en Colombie-Britannique.
- L'augmentation des immobilisations incorporelles résulte des investissements dans la mise au point d'un système de planification des ressources de l'entreprise afin d'optimiser les activités de la Société au fur et à mesure de son expansion.
- L'augmentation de la ligne de crédit résulte d'un prélèvement supplémentaire effectué au cours du trimestre pour financer les ajouts prévus aux immobilisations corporelles.
- Les créditeurs et charges à payer ont principalement augmenté en raison de la hausse des achats attribuable à la croissance de la Société et à de meilleures conditions de paiement découlant d'un pouvoir d'achat accru auprès des fournisseurs clés alors que la Société gagne en envergure.
- La hausse des produits différés résulte de la croissance de la Société et du moment où la période a pris fin dans le cycle de livraison hebdomadaire de la Société.
- L'augmentation du déficit est imputable à la perte nette inscrite pour le trimestre clos le 30 novembre 2019.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion du capital, l'objectif de la Société consiste à faire en sorte que ses liquidités soient suffisantes pour financer ses activités, maximiser la protection du capital et offrir des rendements du capital investi concurrentiels. Pour financer ses activités, la Société a compté sur des placements publics et privés, sur des billets convertibles, sur des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation et sur des instruments d'emprunt à court terme ou à long terme de premier rang, qui sont inclus dans la définition du capital selon la Société. La Société gère ses excédents de trésorerie de façon à faire en sorte qu'elle dispose d'une réserve suffisante pour financer ses activités et ses dépenses d'investissement.

FLUX DE TRÉSORERIE

Voici un sommaire des entrées (sorties) nettes de trésorerie par activité pour les trimestres clos les 30 novembre 2019 et 2018.

	Trimestre 30 r		
(en milliers de dollars canadiens)	2019	2018	Variation
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	1 461 \$	1 750 \$	(289) \$
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement Sorties nettes de trésorerie liées aux activités	(404)	(398)	(6)
d'investissement	(1 657)	(481)	(1 176)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(600) \$	871 \$	(1 471) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	45 149	24 453	20 696
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	44 549 \$	25 324 \$	19 225 \$

La variation négative des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation découle principalement d'une variation défavorable au niveau des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation. La variation négative des entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement est principalement attribuable à la hausse des paiements locatifs résultant de l'ajout de nouvelles obligations découlant de contrats de location, contrebalancée par un prélèvement supplémentaire sur la marge de

crédit de la Société. La variation négative des sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement résulte surtout d'ajouts prévus aux immobilisations corporelles.

Le tableau suivant présente les montants de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et de la trésorerie soumise à des restrictions :

	30 novembre	31 août
(en milliers de dollars canadiens)	2019	2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	44 549 \$	45 149 \$
Trésorerie soumise à des restrictions ¹⁾	2 500	2 500
	47 049 \$	47 649 \$

La trésorerie soumise à des restrictions se compose de la trésorerie détenue en garantie, qui est assujettie aux modalités de l'accord de financement (se reporter à la rubrique « Facilité de crédit » du présent rapport de gestion).

FACILITÉ DE CRÉDIT

Au cours du trimestre clos le 30 novembre 2019, les importantes transactions de financement ayant été conclues ont été les suivantes :

- Au 30 novembre 2019, la Société avait conclu quatre contrats de swap avec une institution financière canadienne aux termes desquels la Société a fixé les taux d'intérêt annuels sur des montants notionnels totalisant 7 millions de dollars jusqu'en novembre 2021.
- Au 30 novembre 2019, des tranches de 10 millions de dollars et de 2,5 millions de dollars des prêts à terme de la Société contractés auprès de la même institution financière canadienne portant intérêt à un taux variable correspondant au taux CDOR majoré de 2,50 % (4,46 % au 30 novembre 2019), étaient déboursées, ainsi qu'une tranche de 2 millions de dollars de la ligne de crédit renouvelable disponible de 10 millions de dollars. Ces sommes servent actuellement à financer des dépenses en immobilisations liées à l'expansion et à investir dans l'automatisation. Elles ont également servi à refinancer la dette à long terme de la Société. Les prêts à terme sont remboursables en versements trimestriels de 125 000 \$ et de 31 000 \$ à partir du 30 novembre 2020 et du 31 août 2020, respectivement, avec un remboursement du solde à la fin du terme en novembre 2021.
- La facilité de crédit comprend une garantie obligatoire de 2,5 millions de dollars placée dans un compte de trésorerie soumise à des restrictions ainsi que des clauses restrictives de nature financière, que la Société respectait au 30 novembre 2019.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le tableau qui suit présente les montants dus aux échéances contractuelles des passifs financiers, y compris les paiements d'intérêts estimés, ainsi que les engagements à l'égard des contrats de location au 30 novembre 2019.

(en milliers de dollars canadiens)	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Ligne de crédit	2 040 \$	2 040 \$	- \$	- \$
Créditeurs et charges à payer	35 965	35 965	_	_
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	13 613	753	12 860	_
Contrats de location, y compris la tranche à court terme ^{1) 2)}	29 912	3 286	12 330	14 296
	81 530 \$	42 044 \$	25 190 \$	14 296 \$

Au 30 novembre 2019, des paiements locatifs futurs de 5,6 millions de dollars, pour lesquels la Société a la certitude raisonnable d'exercer les options de renouvellement, ont été comptabilisés dans les obligations découlant des contrats de location incluses à l'état consolidé intermédiaire résumé de la situation financière au 30 novembre 2019, ce qui représente des flux de trésorerie non actualisés de 6,4 millions de dollars.

PRINCIPALES DONNÉES TRIMESTRIELLES ET RAPPROCHEMENT DES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS TRIMESTRIELLES

Dans le tableau suivant, on présente les ventes de marchandises brutes, les produits, la perte nette et la perte nette par action, de base et diluée, des huit derniers trimestres.

	Trimestres clos les							
	30 nov. 2019 ¹⁾	31 août 20 19 ¹⁾	31 mai 20 19 ¹⁾	28 févr. 2019 ¹⁾	30 nov. 2018 ¹⁾	31 août 2018	31 mai 2018	28 févr. 2018
Abonnés actifs	230 000	200 000	189 000	159 000	126 000	89 000	76 000	61 000
(en milliers de dolla	ars canadien	s)						
Ventes de marchandises brutes Crédits renversés	68 036 \$	55 977 \$	61 212 \$	46 535 \$	37 105 \$	25 812 \$	26 166 \$	18 840 \$
sur comptes annulés	_	_	_	638	_	_	_	_
Incitatifs et crédits	(11 745)	(10 718)	(11 348)	(10 580)	(7 488)	(4 441)	(3 943)	(3 167)
Produits	56 291	45 259	49 864	36 593	29 617	21 371	22 223	15 673
Perte nette	(5 152)	(5 887)	(3 639)	(6 560)	(4 851)	(2 956)	(1 564)	(2 393)
Perte nette par action, de base et diluée ²⁾	(0,09)	(0,10)	(0,06)	(0,13)	(0,09)	(0,06)	(0,03)	(0,05)

La transition à l'IFRS 16 le 1^{er} septembre 2018 a eu une incidence pour tous les trimestres subséquents sur la perte nette et la perte nette par action de base et diluée. Se reporter aux rubriques applicables du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2019 pour en savoir davantage sur l'incidence de la transition à l'IFRS 16.

²⁾ Il n'y a pas de sorties de trésorerie futures liées à des contrats de location auxquelles la Société est potentiellement exposée qui n'ont pas été prises en compte dans l'évaluation des obligations découlant de contrats de location.

La somme de la perte nette par action, de base et diluée, par trimestre pourrait ne pas équivaloir à la perte nette par action, de base et diluée, depuis le début de l'exercice du fait que les chiffres ont été arrondis.

TENDANCES ET CARACTÈRE SAISONNIER DES ACTIVITÉS

Les produits et les charges de la Société sont touchés par le caractère saisonnier des activités. Au cours de la saison des Fêtes et des périodes populaires de vacances, la Société s'attend à une baisse de ses produits étant donné qu'une forte proportion de ses abonnés actifs choisit de suspendre la livraison de leur panier. Elle s'attend également que la croissance du nombre d'abonnés actifs soit inférieure au cours de ces périodes. Lorsque le temps doux revient, la Société prévoit que les coûts d'emballage soient plus élevés du fait de l'emballage supplémentaire nécessaire pour maintenir la fraîcheur et la qualité des produits. Elle s'attend aussi que le coût des aliments subisse l'incidence favorable de la disponibilité des produits pendant les périodes au cours desquelles la température est plus clémente.

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit correspond au risque que la Société subisse une perte imprévue si une autre partie à un instrument financier n'est pas en mesure de respecter ses obligations contractuelles. La Société surveille régulièrement son exposition au risque de crédit et prend des mesures pour réduire la probabilité que cette exposition se traduise par une perte. L'exposition de la Société au risque de crédit est principalement attribuable à sa trésorerie et à ses équivalents de trésorerie de même qu'aux montants à recevoir, à la trésorerie soumise à des restrictions et aux dépôts de garantie inclus dans les autres actifs. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit correspond à la valeur comptable de ces actifs financiers. La direction est d'avis que ce risque de crédit est limité puisque la Société fait affaire avec de grandes institutions financières en Amérique du Nord et avec un fournisseur de traitement de paiements reconnu internationalement.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La dette à long terme et la ligne de crédit renouvelable de la Société portent intérêt à des taux variables qui sont déterminés par un taux de base établi par le prêteur, majoré d'une marge. Par conséquent, la Société est exposée à un risque de taux d'intérêt attribuable à la fluctuation des taux de base du prêteur. La Société gère son risque de taux d'intérêt au moyen de swaps de taux d'intérêt variable-fixe, comme il est mentionné à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité découle de l'éventualité que la Société ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations en temps opportun ou à un coût raisonnable. La Société gère son risque de liquidité en surveillant ses besoins en matière d'exploitation. La Société prépare ses budgets et ses prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour s'acquitter de ses obligations.

Pour l'exercice qui sera clos le 31 août 2020, les pertes d'exploitation attendues qui seront imputables à la croissance continue du nombre d'abonnés actifs de la Société et les dépenses en immobilisations supplémentaires devraient réduire le solde de trésorerie de la Société et sa situation de trésorerie par rapport au 30 novembre 2019, en l'absence d'un financement supplémentaire. D'après nous, les fonds en caisse de la Société et la capacité de financement fourniront les sources adéquates de liquidités afin de satisfaire aux exigences à court terme, de financer les dépenses d'investissement prévues ainsi que toutes pertes d'exploitation.

RISQUE D'ENTREPRISE

Il y a lieu de consulter la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2019 que l'on retrouve sur le site de SEDAR à l'adresse www.sedar.com pour une analyse plus poussée des facteurs de risque de la Société.

EXIGENCES ADDITIONNELLES EN MATIÈRE DE FINANCEMENT

La Société pourrait devoir avoir recours à du financement additionnel dans l'avenir pour atteindre les objectifs énoncés à la rubrique « Perspectives financières » du présent rapport de gestion, du fait de la croissance réalisée et attendue du nombre d'abonnés actifs, de l'investissement prévu dans les activités, les services logistiques, l'automatisation et la technologie, du développement de nouveaux produits, et de la possibilité qu'elle inscrive encore des pertes d'exploitation.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

À l'heure actuelle, la Société n'a aucun arrangement hors bilan qui a ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence actuelle ou future sur sa situation financière, les variations des produits et des charges, les résultats d'exploitation, la situation de trésorerie, les dépenses d'investissement ou les sources de financement d'importance. Les arrangements hors bilan de la Société consistent seulement en des obligations au titre de contrats de location simple d'une durée de 12 mois ou moins et portant sur des actifs de faible valeur qui ne sont pas significatifs.

INSTRUMENTS FINANCIERS

POLITIQUE EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT

La Société investit son excédent de trésorerie dans des placements comportant diverses échéances et sont choisis en fonction du calendrier prévu des placements ou des dépenses devant être engagées pour les activités poursuivies.

DÉRIVÉS

La Société a conclu deux contrats de swap de taux d'intérêt au cours du trimestre clos le 30 novembre 2019, comme il est mentionné à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

CLAUSES RESTRICTIVES DE NATURE FINANCIÈRE

Comme il en est question à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion, la Société a obtenu une facilité de crédit garantie qui comprend des clauses restrictives de nature financière pouvant limiter la capacité de la Société de conclure des transactions ou de saisir des opportunités d'affaires. Au 30 novembre 2019, la Société respectait ces clauses restrictives de nature financière.

DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

Au 30 novembre 2019, la Société avait 58 146 700 actions ordinaires émises et en circulation, et 4 336 073 options sur actions en circulation. Le nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires au 30 novembre 2019 s'établissait à 58 144 451.

Au 8 janvier 2020, la Société avait 58 218 954 actions ordinaires émises et en circulation, et 4 248 084 options sur actions en circulation.

Pour un complément d'information à propos des options sur actions, il y a lieu de se reporter à la note 11 des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société pour le trimestre clos le 30 novembre 2019.

UTILISATION DU PRODUIT TIRÉ DES APPELS PUBLICS À L'ÉPARGNE

APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE DE FÉVRIER 2019

Le 22 février 2019, la Société a réalisé un appel public à l'épargne dans le cadre duquel elle a émis 6 019 212 actions ordinaires pour un produit net de 19,6 millions de dollars (compte tenu du produit de l'exercice de l'option de surallocation).

Le tableau qui suit compare l'utilisation du produit estimée figurant dans le prospectus simplifié définitif de la Société daté du 18 février 2019 avec l'utilisation du produit réelle au 30 novembre 2019.

(en milliers de dollars canadiens)	Utilisation du produit réelle	Utilisation du produit estimée ¹⁾	Écart
Dépenses en immobilisations et automatisation des processus Expansion de l'offre de produits et développement de	5 823 \$	10 000 \$	(4 177) \$
nouvelles solutions de repas	4 240	5 000	(760)
Instauration d'emballages réutilisables	103	500	(397)
Fonds de roulement et fins générales de l'entreprise	4 065	4 065	_
Solde au 30 novembre 2019	5 339	s.o.	5 339
Total du produit net	19 570	19 565	5
Frais d'émission d'actions	1 497	1 502	(5)
Produit brut	21 067 \$	21 067 \$	- \$

L'estimation de l'utilisation du produit pour le fonds de roulement et à des fins générales de l'entreprise tient compte du produit net additionnel tiré de l'exercice de l'option de surallocation des actions nouvellement émises.

INFORMATION SECTORIELLE

La Société n'a qu'un secteur isolable étant donné que ses principales activités s'articulent autour du développement et de la prestation de service sur le marché canadien des solutions de repas à domicile.

POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDE

Depuis sa constitution en personne morale, la Société n'a versé aucun dividende sur ses actions ordinaires. La Société a pour politique de conserver le bénéfice futur pour assurer le financement de sa croissance. Il revient uniquement au conseil de la Société de déterminer si des dividendes devraient être versés dans l'avenir et cette décision sera tributaire de la situation financière de la Société, de ses résultats d'exploitation, de ses besoins futurs en capitaux et d'autres facteurs que le conseil jugerait pertinents.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

L'établissement des états financiers consolidés conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les principales estimations comptables et hypothèses de la Société pour le trimestre clos le 30 novembre 2019 sont les mêmes que celles qui s'appliquaient à ses états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 août 2019.

NORMES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

Il y a lieu de se reporter à la note 26 afférente aux états financiers consolidés annuels audités de la Société pour l'exercice clos le 31 août 2019 puisqu'il n'y a eu aucun changement.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Conformément au Règlement 52-109, Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la Société a produit des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière (les « dirigeants signataires ») qui font un rapport sur la conception et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que sur la conception et l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

CHANGEMENTS APPORTÉS AUX CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours du trimestre clos le 30 novembre 2019, aucun changement n'est survenu dans les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu une incidence importante, ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante, sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.